

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20240553

Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement KNDS Ammo France implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 31/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KNDS AMMO FRANCE a pour activité la fabrication de munitions. Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers. L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 IX	Demande d'action corrective	60 jours
3	Arrêtés préfectoraux sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-III	Demande d'action corrective	60 jours
4	Niveaux de réduction des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Demande d'action corrective	60 jours
5	Calcul du volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II	Demande d'action corrective	60 jours
7	Éléments à fournir/mettre à jour - sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Demande d'action corrective	60 jours
8	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8	Demande d'action corrective	60 jours
9	Stockage pyrotechnique - soutes 97/98/99P	AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Etat des stocks	AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11	Demande d'action corrective	60 jours
12	Habilitation des opérateurs	AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	Réalisation des campagnes d'analyse des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Champ d'application sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
6	Champ d'exclusion sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
11	Entretien des aires extérieures	AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11	Sans objet
13	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 17/10/2003, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 IX
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur, Ce dispositif devra être relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <p>- extrait de rapport : suivi détaillé des consommations d'eau, transmis par courriel du 30/09/2024.</p> <p>Le document recense les consommations mensuelles de janvier à août 2024 relevées sur les compteurs du site en eau de ville (utilisée notamment dans les bâtiments 18S, 38S, 10S et 28S) et en eau industrielle (utilisée dans plusieurs bâtiments et pour la défense incendie). L'exploitant explique qu'un programme d'équipements de tous les bâtiments en compteurs d'eau avec télétransmission des données est programmé en 2024 et 2025.</p>

<p>Le document présente également le bilan pour l'année 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 928 m³ en eau de ville ; - 32 204 m³ en eau industrielle. <p>L'exploitant déclare que le forage n'est pas équipé d'un débitmètre mais que son débit est inférieur à 100 m³/j.</p> <p>Constat : Le dispositif de prélèvement d'eau souterraine par forage n'est pas équipé d'un débitmètre. L'exploitant ne réalise pas un suivi hebdomadaire des prélèvements d'eau souterraine et d'eau de ville.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : Champ d'application sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, EAU/Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection consulte la base de données GEREP.</p> <p>Prélèvements d'eaux enregistrés :</p> <p>En 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 32204 m³ d'eaux souterraines (alluvions du Cher) - 1928 m³ d'eau potable (réseau AEP) <p>soit un total de 34132 m³ (pour 218 jours travaillés).</p> <p>En 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 28301 m³ d'eaux souterraines (alluvions du Cher) - 1844 m³ d'eau potable (réseau AEP) <p>soit un total de 30145 m³ (pour 218 jours travaillés).</p> <p>En 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 39898 m³ d'eaux souterraines (alluvions du Cher) - 2896 m³ d'eau potable (réseau AEP)

soit un total de 42794 m³ (pour 218 jours travaillés).

En 2020 :

Total de 43782 m³ (pour 218 jours travaillés).

En 2019 :

Total de 45 370 m³.

En 2018:

Total de 34 116 m³.

Le pompage des eaux souterraines est effectué dans le bassin versant du Cher

La consommation annuelle est supérieure à 10 000 m³.

Constat : L'arrêté s'applique aux installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêtés préfectoraux sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-III

Thème(s) : Risques chroniques, EAU/Sécheresse

Prescription contrôlée :

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

APC du 05/07/2007 - ARTICLE 3 - Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte :

Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte correspondant au débit seuil d'alerte pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- information du service unique chargé de la police de l'eau [DDT] et de l'inspection des Installations Classées des besoins réels et prioritaires et des ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois,
- cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte,
- tenue d'un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site d'exploitation. [...]

APC du 05/07/2007 - ARTICLE 4 - Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte renforcée :

Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte renforcée correspondant au débit d'alerte renforcée pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions

complémentaires suivantes pendant la durée de l'alerte :

- arrêt de l'arrosage des espaces verts,
- arrêt du lavage des véhicules et engins hors stations équipées d'un récupérateur d'eau, en dehors de raisons particulières de sécurité dûment justifiées,
- arrêt du lavage des voies et trottoirs en dehors de la nécessité de salubrité,
- arrêt des exercices incendie utilisant de l'eau.

APC du 05/07/2007 - ARTICLE 5 - Mesures liées au déclenchement du plan de crise :

Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil de crise correspondant au débit d'étiage de crise pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté et au vu du dossier remis par l'exploitant le 30 juin 2005, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de la crise :

- nettoyage des sols sans utilisation d'eau (sauf pour raison de sécurité).

Constats :

Les niveaux de gravité suivants ont été prescrits par arrêtés préfectoraux en 2023 pour le bassin versant du Cher :

- vigilance du 25/05 au 20/07/23;
- alerte renforcée du 21 au 27/07/23;
- crise du 28/07 au 06/11/23;
- alerte renforcée du 07 au 16/11/23.

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant n'a pas réalisé l'information requise à l'attention de l'administration et n'a pas mis en place un registre des index hebdomadaires.

L'exploitant déclare avoir réalisé les actions suivantes :

- arrêt de l'arrosage des espaces verts,
 - arrêt du lavage des voies et trottoirs en dehors de la nécessité de salubrité,
 - arrêt des exercices incendie utilisant de l'eau ,
- sachant que le lavage des véhicules n'est plus réalisé sur le site.

Il ajoute que le nettoyage des sols des ateliers est réalisé à sec de manière pérenne.

Constat : L'exploitant n'a pas procédé aux actions requises (informations et suivis hebdomadaires) lors du déclenchement du seuil d'alerte sécheresse en juillet et novembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Niveaux de réduction des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, EAU/Sécheresse
Prescription contrôlée : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Constats : L'exploitant explique sensibiliser chaque nouvel arrivant à l'économie d'eau. Il ajoute avoir récemment réalisé une information aux salariés sur ce sujet via l'envoi de courriels et la diffusion sur des écrans positionnés dans les locaux administratifs. Il ne dispose pas de la procédure écrite requise en cas de dépassement du niveau de vigilance sécheresse. Etant donné qu'il n'est pas en mesure de présenter le calcul du volume de référence (voir point de contrôle suivant), il ne peut pas justifier des réductions de prélèvements d'eau requises lors de l'atteinte des autres niveaux de gravité en 2023. Constat : L'exploitant n'a pas établi une procédure écrite de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau et n'est pas en mesure de justifier des réductions du prélèvement d'eau suite à l'atteinte des différents niveaux de gravité sécheresse en 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Calcul du volume de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II
Thème(s) : Risques chroniques, EAU/Sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux demandes faites par l'inspection par courriels des 31/07 et 16/09/2024 et lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le calcul du volume de référence.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas présenté le calcul du volume de référence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Champ d'exclusion sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, EAU/Sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le

<p>respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après les déclarations de l'exploitant dans la base de données GEREP, la consommation annuelle est équivalente entre 2018 et 2023 (34 000 m³ environ).</p> <p>L'exploitant confirme que ses installations ne relèvent pas d'un critère d'exclusion.</p> <p>Constat : Les installations ne répondent pas à un critère d'exclusion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Éléments à fournir/mettre à jour - sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, EAU/Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi</p>

qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

Constats :

Il ressort des points de contrôle précédents et des demandes faites par l'inspection par courriels des 31/07 et 16/09/2024 que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les éléments susvisés (à l'exception du 5° qui ne le concerne pas).

L'exploitant déclare que, depuis 2024, une recherche de fuite des réseaux d'eau industrielle et d'eau incendie est réalisée annuellement.

Constat : L'exploitant ne tient pas à jour à disposition de l'inspection l'ensemble des éléments attendus sur la thématique sécheresse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, risque de pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions du chapitre IX de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 mai 1995, concernant les prescriptions relatives à la pollution de l'eau, sont complétées comme suit:

"Dispositions particulières applicables aux nouvelles installations de fabrication de munitions de moyens calibres, d'essais, de contrôle et de tir

[...]

Eaux d'extinction incendie

En cas d'incendie, pour les bâtiments de fabrication de munitions de moyens calibres, les eaux d'extinction déversées par les services d'incendie et de secours sont collectées et confinées pour tout ou partie dans les bâtiments et les canalisations de collecte des eaux pluviales qui sont équipées d'un système d'obturation automatique pouvant être déclenché également manuellement.

L'exploitant établit une consigne de sécurité particulière sur les modalités d'obturation des canalisations. Il désigne et forme le personnel qui assurera cette intervention.

Une partie des eaux d'extinction peut être confinée sur les aires extérieures étanches délimitées par les murs des bâtiments et par des bordures ou des murets. La hauteur de ces eaux ne doit pas excéder 0,20 mètre afin de ne pas gêner l'intervention des secours.

Pour les bâtiments de contrôle et d'essais 54 P et 55 P, les eaux d'extinction déversées par les services d'incendie et de secours sont collectées dans un bassin de stockage étanche.

[...]

Constats :

Documents consultés :

- support de la formation des ESI (équipiers de seconde intervention) sur les eaux d'extinction et rétention sur le site, daté de février 2023, transmis par courriel du 13/09/2024 ;
- extrait du plan d'implantation des systèmes de confinement des eaux d'extinction d'incendie pour le quartier moyen calibre, transmis par courriel du 13/09/2024 ;
- consigne d'identification des vannes, transmise par courriel du 13/09/2024 ;
- extrait du rapport du 30/09/2024 par la société SSI de la vérification de la vanne de confinement des eaux du bâtiment 23C ;
- extrait du rapport de vérification du 29/08/2023 par la société SSI de la détection incendie du bâtiment 23C.

La consigne susvisée présente sur plan et photographies la localisation des 16 vannes commandant la fermeture des dispositifs de confinement sur le site en précisant son emplacement ainsi que son mode de fonctionnement (manuel et/ou électrique).

Par sondage, l'inspection demande à consulter les rapports de vérification de la vanne du bâtiment 23C. Le rapport susvisé du 30/09/2024 relate l'entretien et le bon fonctionnement de la vanne de fermeture. Il ne porte pas sur son asservissement à la détection incendie.

Le rapport du 29/08/2023 conclut au bon fonctionnement de l'asservissement.

L'exploitant déclare que cet asservissement n'a pas été vérifié depuis le 29/08/2023 mais que le prochain contrôle est programmé d'ici la fin de l'année 2024.

Sur site, l'inspection constate la présence de l'organe de commande de la vanne à l'extérieur bâtiment 23C.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant procède à sa fermeture par l'intermédiaire du boîtier de commande situé à l'aplomb du regard sous lequel se trouve la vanne. Au bout de plusieurs secondes, le voyant signalant la fermeture de la vanne passe au vert : le test est concluant.

Sur une partie de l'aire extérieure recouverte d'enrobé du bâtiment 23C, l'inspection constate la présence d'une bordure surélevée (dégradée sur quelques mètres), avec une pente et des grilles avaloirs permettant de diriger les eaux pluviales vers un fossé. La vanne est positionnée en amont du fossé.

Du fait de la présence d'un périmètre pyrotechnique autour du bâtiment 23C, l'inspection ne peut pas examiner l'ensemble de l'aire entourant le bâtiment.

Constat : Le fonctionnement de l'asservissement de la vanne électrique d'obturation du réseau d'eaux pluviales du bâtiment 23C n'a pas été testé depuis plus d'un an. La bordure surélevée entourant le bâtiment 23C afin d'assurer la rétention des eaux est partiellement dégradée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Stockage pyrotechnique - soutes 97/98/99P

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

[...]

L'ensemble des installations de l'établissement (existantes et nouvelles) relevant des rubriques n° 1310-2-a) et 1311-1 de la nomenclature des installations classées est soumis aux prescriptions suivantes :

Règles générales :

Chaque installation pyrotechnique est conçue, réalisée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions :

[...]

- aux règles du système de gestion de la sécurité (SGS) (point XXX du présent arrêté),
- de la dernière version de l'Etude de Sécurité du Travail (EST) concernant l'installation, validée par la direction départementale du travail et de l'emploi,

[...]

Constats :

Document consulté :

- étude de sécurité (EST) cadre - installation de destruction de matières et objets explosifs - bâtiments 30P - 37 P & 97 à 99P du 14/10/2021, transmise par courrier du 17/11/2021;
- liste des produits par famille - aire de brûlage 30P - Réf Etude de Sécurité: NMuSSE0001ES0003-2021B;
- consigne de sécurité signée le 15/03/2022 fixant notamment les quantités maximales de matière active et affichée à l'intérieur de la soute 97P.

Par sondage, l'inspection procède un contrôle sur site des soutes temporaires 97/98/99P de stockage de matières pyrotechniques (avant brûlage).

Les constats suivants sont faits au regard des éléments présentés dans l'EST susvisée :

- présence d'un paratonnerre à l'aire de brûlage voisine des trois soutes;
- caractéristiques structurelles des trois soutes : murs en parpaings, toit en bac acier, sol en béton, portes à double battant ouvrant vers l'extérieur;
- moyens de lutte contre l'incendie disponibles : un poteau incendie (n°19) à l'entrée de la zone délimitée par l'aire de brûlage et les soutes et un extincteur à poudre ABC à l'extérieur de chaque soute.

Du fait des conditions météorologiques, aucune opération de brûlage n'est programmée le jour de la visite.

L'exploitant explique que les déchets destinés au brûlage sont divisés en cinq familles identifiées dès la prise en charge dans un atelier ou un dépôt. Ils sont acheminés par un opérateur habilité à travailler sur l'aire de brûlage à l'aide d'un véhicule aménagé dont l'aire de stationnement est matérialisée à proximité de la soute 97P.

Sur chaque soute sont rappelées les consignes de sécurité et les quantités maximales autorisées par famille de produit. L'exploitant confirme qu'un seul type de famille est stocké par soute.

L'inspection relève des incohérences qui portent sur les quantités respectives des familles et des divisions de risques des produits stockés dans les soutes (des informations complémentaires sont libellées en annexe confidentielle).

Lors de la visite, l'inspection constate l'absence de matières pyrotechniques dans les trois soutes (qui comportent un panneau « INERTE ») qui abritent les éléments suivants :

- 97P : carton contenant des articles inertes usagés ;
- 98P : palettes et transpalette ;
- 99P : palette avec trois contenants vides.

L'exploitant précise que ces éléments seront évacués des soutes dès lors qu'un stockage de déchets pyrotechniques y sera effectué.

Constat : Des incohérences sont relevées sur les quantités maximales respectives des familles et des divisions de risques des produits stockés dans les soutes 97/98/99P.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, risque explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC du 17/10/2003 - article 11</p> <p>Conditions d'exploitation :</p> <p>L'exploitation des installations se fait en conformité avec le SGS et dans le respect des EST, AST éventuelles et diverses consignes de sécurité.</p> <p>En particulier, la nature et la quantité des produits explosifs présents dans les installations respectent ce qui est autorisé dans les EST.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par bâtiment pyrotechnique, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs autorisés sur la base des EST.</p> <p>Pour les dépôts de produits explosifs, l'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par dépôt, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs effectivement présents dans les locaux.</p> <p>[...]</p> <p>APC du 28/07/2005 - article 9</p> <p>Au paragraphe Conditions d'exploitation, le cinquième et le sixième alinéa sont remplacés par ce qui suit :</p> <p>"Pour les autres installations pyrotechniques que les dépôts, l'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif qui prend la forme d'une liste mise à jour de manière hebdomadaire mentionnant : les bâtiments en activité ; les quantités maximales et les divisions de risque des produits explosifs, autorisées par les études de sécurité correspondantes.</p> <p>Les deux états récapitulatifs doivent être des documents opérationnels et permettre, en cas d'accident, de donner des éléments d'appréciation supplémentaires au Directeur des Opérations Internes pour décider de la nécessité de déclencher le Plan d'Opération Interne et pour organiser la gestion des secours.</p> <p>Ces états récapitulatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à consulter l'état des stocks pour les soutes 97/98/99P.</p> <p>L'exploitant explique qu'il s'agit de stockages temporaires avant l'opération de brûlage dont la durée de stockage ne peut excéder cinq jours étant donné que les soutes sont vidées chaque vendredi avant l'arrêt du week-end.</p> <p>Pour l'état des stocks de ces soutes, comme pour les magasins des ateliers, du fait d'un stock très</p>

fluctuant d'un jour à l'autre, l'exploitant considère les quantités maximales de matières actives dans l'état des stocks informatisé.
Il présente l'extrait de l'état informatisé correspondant aux soutes 97/98/99P. L'inspection relève que les quantités de matière active par division de risque ne sont pas indiquées.

Constat : L'état des stocks ne comporte pas les quantités de matière active par division de risque pour les soutes 97/98/99P.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Entretien des aires extérieures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques et de la zone de destruction des déchets doivent être dés herbés et débroussaillés.

[...]

Constats :

Lors de la visite sur site, l'inspection constate que les abords des soutes 97/98/99P et de l'aire de brûlage (30P) sont débroussaillés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Habilitation des opérateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, risque explosion

Prescription contrôlée :

<p>Conditions d'exploitation :</p> <p>[...]</p> <p>Les activités pyrotechniques ne peuvent être exercées que par du personnel habilité par le chef d'établissement, après une formation adaptée et une vérification de l'aptitude nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à consulter les justificatifs de formation des opérateurs présents à l'aire de brûlage, qui sont amenés à gérer le stockage des soutes 97/98/99 P.</p> <p>En réponse, l'exploitant présente la fiche de suivi de la formation au poste de trois opérateurs. La fiche fait notamment référence aux compétences à acquérir en matière de stockage et de risque pyrotechnique.</p> <p>L'exploitant explique qu'un tutorat des nouveaux arrivants est assuré par les plus expérimentés, notamment dans la perspective de départs prochains en retraite.</p> <p>En ce qui concerne le responsable de l'aire de brûlage, l'exploitant indique qu'il n'est pas concerné par la formation au poste et ne dispose donc pas de fiche de suivi de formation car il n'est pas amené à intervenir lors des opérations de brûlage.</p> <p>L'inspection note que le responsable a signé les trois fiches de suivi précitées en tant que qualificateur des compétences des trois opérateurs dont deux expérimentés avec un niveau maîtrisé et un apprenant. La fiche de ce dernier laisse par ailleurs supposer que le responsable est le tuteur de l'apprenant pour les activités liées au brûlage.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le responsable de l'aire de brûlage des déchets pyrotechniques dispose des formations nécessaires pour évaluer les compétences voire tutorer des opérateurs qui interviennent dans cette activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 13 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2003, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens de secours contre l'incendie :</p> <p>[...]</p> <p>Les matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection examine les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étiquette de l'extincteur fixé au mur extérieur de la soute 99P : elle mentionne une vérification effectuée en août 2024; - extrait du rapport de la vérification du 21/03/2024 par la société FPI des poteaux incendie : il

mentionne le bon état du poteau n°19.

Les vérifications datent de moins d'un an.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Réalisation des campagnes d'analyse des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, PFAS

Prescription contrôlée :

Article 3 :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Article 4 :

[...]

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

[Rubrique de la nomenclature des installations classées : 3260 ;

Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté : Six mois]

[...]

Constats :

Des installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 sont exploitées sur le site.

Par ailleurs, par courriel du 19/07/2023, l'exploitant déclare utiliser des PFAS dans certaines opérations (mise en place de ceinture en téflon de munitions, matière pyrotechnique, assemblage de munitions avec élastomères, solvants de marquage de munitions).

Suite à plusieurs échanges entre l'inspection et l'exploitant, ce dernier s'est engagé, par courriers des 24/05/2024 et 14/06/2024, à faire réaliser des prélèvements sur les eaux de condensat de

l'évaporateur de la douillerie en septembre, octobre et novembre 2024 afin de transmettre les derniers résultats en décembre 2024.

Lors des échanges précités, l'exploitant a confirmé que ce sont les seules eaux usées industrielles qui sont rejetées au réseau communal ; les autres eaux usées industrielles étant éliminées en tant que déchets.

Lors de la visite, l'exploitant confirme cette information et que toutes les activités utilisant des PFAS sont réalisés à l'intérieur de bâtiments et toutes les munitions sont transportées dans des contenants sans marquage contenant des PFAS.

Il déclare également que les pompiers n'ont pas utilisé de mousse pour éteindre l'incendie qui s'est déclaré le 11 juin 2021 à la douillerie.

Pour ce qui concerne la réserve d'émulseur liée à l'engin incendie dont dispose l'exploitant, elle n'est pas utilisée dans le cadre d'exercices et va être supprimée en accord avec le SDIS.

Aucun élément n'amène à considérer que les eaux pluviales sont susceptibles d'être polluées par des PFAS.

L'exploitant devait faire réaliser la première campagne d'analyses en PFAS en décembre 2023.

A ce jour, seul un prélèvement a été réalisé le 25/09/2024.

Le résultat n'a pas été enregistré dans GIDAF.

L'exploitant indique que les prochains prélèvements d'eau sont programmés les 24/10/2024 et 25/11/2024.

Constat : L'exploitant n'a pas procédé à deux des trois campagnes d'analyses mensuelles consécutives en PFAS sur les effluents industriels rejetés par son établissement. Il n'a pas enregistré dans GIDAF les résultats de la première campagne d'analyses des PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours